DECLARATION OF JUDGE CLEVELAND

1. In today's Order, the Court states that "[i]n light of all of the above, the Court considers that there is at present no urgency, in the sense that there is no real and imminent risk of irreparable prejudice to the rights claimed by the Applicant" (Order, para. 34). The Court does not elaborate on what "all of the above" entails, and in the immediately preceding paragraphs (*ibid.*, paras. 28-33), it examines expressly only the assurances presented by Ecuador. I therefore write separately to elaborate briefly on the circumstances before the Court demonstrating that there is, at present, no urgency requiring the exercise of its power to indicate provisional measures (*ibid.*, para. 36).

2. The formal assurances provided by Ecuador, first presented to the Court in a letter of 19 April 2024, and subsequently reiterated during the public hearings, are a decisive element in today's decision (Order, paras. 32-33). In this regard, the Court underscores that Ecuador's assurances are unconditional and create legal obligations for the Respondent (*ibid.*, para. 33). This approach is consistent with the Court's decision in *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)* (Provisional Measures, Order of 28 May 2009, *I.C.J. Reports 2009*, p. 155, paras. 72-73).

3. However, assurances are not always sufficient to remove a real and imminent risk of irreparable prejudice, even if they contribute towards mitigating the risk (*Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Armenia v. Azerbaijan)*, Provisional Measures, Order of 17 November 2023, *I.C.J. Reports 2023 (II)*, p. 638, para. 64). This particularly may be the case if a State previously offered diplomatic assurances, through bilateral communications or otherwise, that it then failed to respect, or if a State has failed to observe prior Orders of the Court (see *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, Provisional Measures, Order of 22 November 2013, *I.C.J. Reports 2013*, p. 366, para. 50).

4. In the present case, considerations in addition to Ecuador's assurances inform the Court's decision. As the Court details in paragraph 26 of the Order, Ecuador contends that it has no reason to enter Mexico's diplomatic premises again, as the purpose of its operation on 5 April 2024 was to secure

DÉCLARATION DE M^{me} LA JUGE CLEVELAND

[Traduction]

1. Dans l'ordonnance de ce jour, la Cour indique que, « [à] la lumière de l'ensemble des éléments qui précèdent, [elle] considère qu'il n'y a, pour l'heure, pas d'urgence, en ce sens qu'il n'existe pas de risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits revendiqués par le demandeur » (ordonnance, par. 34). Elle ne précise pas ce que recouvre « l'ensemble des éléments qui précèdent » et, dans les paragraphes précédents (*ibid.*, par. 28-33), n'examine expressément que les assurances données par l'Équateur. Je joins donc la présente déclaration à l'ordonnance pour revenir brièvement sur les circonstances telles qu'elles se présentent à la Cour et dont il ressort qu'il n'y a, pour l'heure, aucune urgence qui lui imposerait d'exercer son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires (*ibid.*, par. 36).

2. Les assurances formelles que l'Équateur a d'abord données à la Cour, par lettre datée du 19 avril 2024, puis de nouveau au cours des audiences publiques, ont joué un rôle déterminant dans la décision de ce jour (ordonnance, par. 32 et 33). La Cour souligne à cet égard que ces assurances sont inconditionnelles et créent des obligations juridiques pour le défendeur (*ibid.*, par. 33). Cette approche est conforme à la décision rendue par la Cour en l'affaire relative à des *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal) (mesures conservatoires, ordonnance du 28 mai 2009, C.I.J. Recueil 2009, p. 155, par. 72-73)*.

3. Ce nonobstant, les assurances ne suffisent pas toujours à écarter tout risque réel et imminent de préjudice irréparable, même si elles contribuent à l'atténuer (*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Arménie c. Azerbaïdjan), mesures conservatoires, ordonnance du 17 novembre 2023, C.I.J. Recueil 2023 (II), p. 638, par. 64*). Cela peut notamment être le cas lorsqu'un État a donné, dans le cadre de communications bilatérales ou d'une autre façon, des assurances diplomatiques qu'il n'a ensuite pas respectées, ou lorsqu'un État ne s'est pas conformé à de précédentes ordonnances rendues par la Cour (voir *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica), mesures conservatoires, ordonnance du 22 novembre 2013, C.I.J. Recueil 2013, p. 366, par. 50*).

4. En l'espèce, d'autres considérations que les assurances données par l'Équateur ont pesé dans la décision de la Cour. Comme cette dernière l'expose en détail au paragraphe 26 de l'ordonnance, l'Équateur soutient qu'il n'a aucune raison de pénétrer de nouveau dans les locaux diplomatiques du

custody over Mr Glas Espinel. Furthermore, on 9 April 2024, the Minister for Foreign Affairs of Ecuador requested that Mexico's diplomatic premises be placed under protection in accordance with Article 45 (a) of the Vienna Convention on Diplomatic Relations. This request then was communicated by the Ministry of Interior to the special police forces of Ecuador. Finally, the Respondent explained that in a judgment of 17 April 2024, a Chamber of the National Court of Justice declared that the arrest of Mr Glas Espinel, carried out without the consent of the Mexican authorities, was in breach of domestic law. According to Ecuador, its National Court held that entry into a diplomatic mission requires, in all cases, the consent of the head of the mission, and that a state of emergency creates no exception to this requirement.

5. Mexico has not presented contrary evidence to the Court that would establish a future real and imminent risk of irreparable harm to its rights under the Vienna Convention on Diplomatic Relations, including to the protection of its diplomatic premises, property and archives.

6. The above circumstances form an important backdrop to the formal assurances provided by Ecuador, and cumulatively allow the Court to conclude that at present there is no urgency. Accordingly, the circumstances, as they now present themselves, are not such as to require the exercise of the Court's power to indicate provisional measures.

(Signed) Sarah H. CLEVELAND.

Mexique, puisque le but de l'opération qu'il a menée le 5 avril 2024 était d'appréhender M. Glas Espinel. De plus, le 9 avril 2024, la ministre des affaires étrangères de l'Équateur a demandé que ces locaux soient placés sous protection, conformément à l'alinéa *a)* de l'article 45 de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, demande qui a ensuite été communiquée aux forces spéciales de la police équatorienne par le ministère de l'intérieur. Enfin, le défendeur a fait état de ce qu'une chambre de la Cour nationale de justice avait déclaré, par décision du 17 avril 2024, que l'arrestation de M. Glas Espinel, effectuée sans le consentement des autorités mexicaines, emportait violation du droit équatorien. L'Équateur affirme que sa Cour nationale a conclu que l'entrée dans une mission diplomatique requérait, en toutes circonstances, le consentement du chef de mission, et que l'état d'urgence ne justifiait aucune exception à cette règle.

5. Le Mexique n'a pas présenté à la Cour de preuve établissant au contraire qu'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits qu'il tient de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, notamment en ce qui concerne la protection de ses locaux diplomatiques, et des biens et archives qui s'y trouvent.

6. Les circonstances exposées ci-dessus sont des éléments importants du contexte dans lequel l'Équateur a donné ses assurances formelles et, considérées dans leur ensemble, permettent à la Cour de conclure qu'il n'y a, pour l'heure, pas d'urgence. Par conséquent, les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à la Cour, ne sont pas de nature à exiger que celle-ci exerce son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires.

(Signé) Sarah H. CLEVELAND.